

Devant la situation dramatique de son pays, Alpha Condé, chef de l'opposition, prend la parole et tire plusieurs sonnettes d'alarme

Guinée

“Les extrémistes soussous préparent un coup d'Etat”

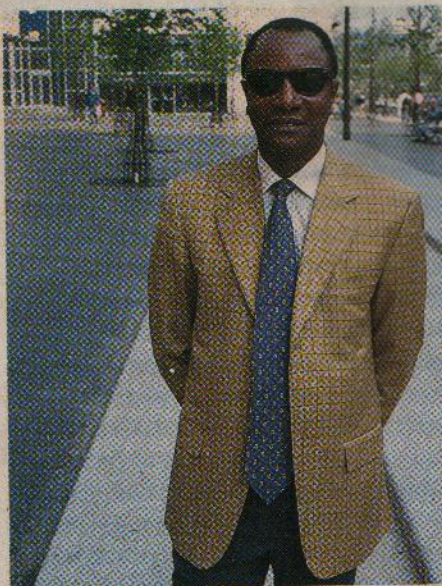
Exclusif

ENTRETIEN AVEC RACHID N'DIAYE

Après plusieurs mois d'absence, le principal leader de l'opposition guinéenne s'apprête à retourner dans un pays secoué par différentes crises. Accusé de préparer un coup de force à l'instar du Congolais Laurent-Désiré Kabila, Alpha Condé, chef du Rassemblement du peuple de Guinée qu'on disait en exil définitif, rompt le silence pour aborder les questions essentielles: l'élection présidentielle, son absence du pays, le procès des mutins, l'arrestation de Ba Mamadou, du Premier ministre Sidya Touré, la loi sur la double nationalité, son mandat de député, les rumeurs de coup d'Etat, ses relations avec Lansana Conté, et avec ses collègues de l'opposition, de la France et du président Omar Bongo.

Africa International : Les Guinéens se rendent aux urnes à la fin de l'année pour élire un nouveau président; dans quel état d'esprit abordez-vous cette nouvelle échéance ?

Alpha Condé : Vous savez, le principal problème pour l'opposition en Guinée aujourd'hui, est d'abord obtenir des élections libres et transparentes. Participer au vote alors que Il n'y a pas longtemps, lors d'un débat, le Togolais Léopold Gnininvi se demandait si l'opposition ne se trompait pas de combat en



Alpha Condé: des propos inédits

voulant faire partir par les urnes des hommes qui sont arrivés par la force et décidés à se maintenir. Nous, nous pensons qu'il faut oeuvrer pour la réussite de la transition démocratique en Guinée, la mise en place d'une commission nationale électorale, la neutralité de l'administration, etc. Voilà la bataille de la coordination de l'opposition démocratique

(Codem). A six mois des élections, nous ne voyons pas encore d'issue, alors on se pose des questions.

■ Avez-vous d'autres inquiétudes? D'autres menaces pèsent-elles sur le processus démocratique ?

A.C. Il est évident que le président Lansana Conté ne veut pas d'élections transparentes. En fait, il existe aujourd'hui en Guinée, au sein de la mouvance présidentielle, deux groupes qui veulent tenter un coup de force: d'un côté Lansana Conté et son fils. Ce groupe a créé une garde prétorienne composée uniquement de gens de son ethnie (soussou, ndlr), basée en partie à Gbantama (son village, ndlr) et Kindia (à 145 km de la capitale, ndlr). Le but est de créer des troubles pour empêcher des élections, ou faire en sorte que le président sortant soit l'unique candidat à ce scrutin. De l'autre, le colonel Sama Paniel Bangoura, actuel procureur du procès des militaires impliqués dans la mutinerie de février 1996; le ministre de l'Economie et des Finances Ibrahima Kassory Fofana et Aboubacar Somparé, le secrétaire général du parti au pouvoir. Ces deux clans, qui veulent déclencher une révolution de palais, multiplient les provocations afin que le pouvoir

reste entre les mains des extrémistes sous-sous. Regardez les événements de Kaporo Rails (une opération de démolition d'habitations dans un quartier de Conakry peuplé en majorité de Peuhls a provoqué des émeutes qui ont causé neuf morts et l'arrestation de Ba Mamadou (chef du collectif des partis d'opposition, avec trois autres élus, ndlr). Ils sont révélateurs; partout au monde, avant d'expulser les habitants d'un quartier, des dispositions sont prises pour qu'ils puissent être indemnisés et relogés. Aujourd'hui, plus de 120.000 personnes, peuhles à 90 %, ont perdu leurs maisons et sont dans les rues de Conakry. Des populations déguerpies par la force. Ils ont cassé leurs maisons, tué des gens, violé des femmes, volé leurs biens. Le pouvoir souhaite que le peuple se révolte pour que l'un des deux groupes, celui du fils de Lansana Conté ou de Kassory Fofana en profite pour confisquer le pouvoir et renvoyer les élections aux calendes grecques.

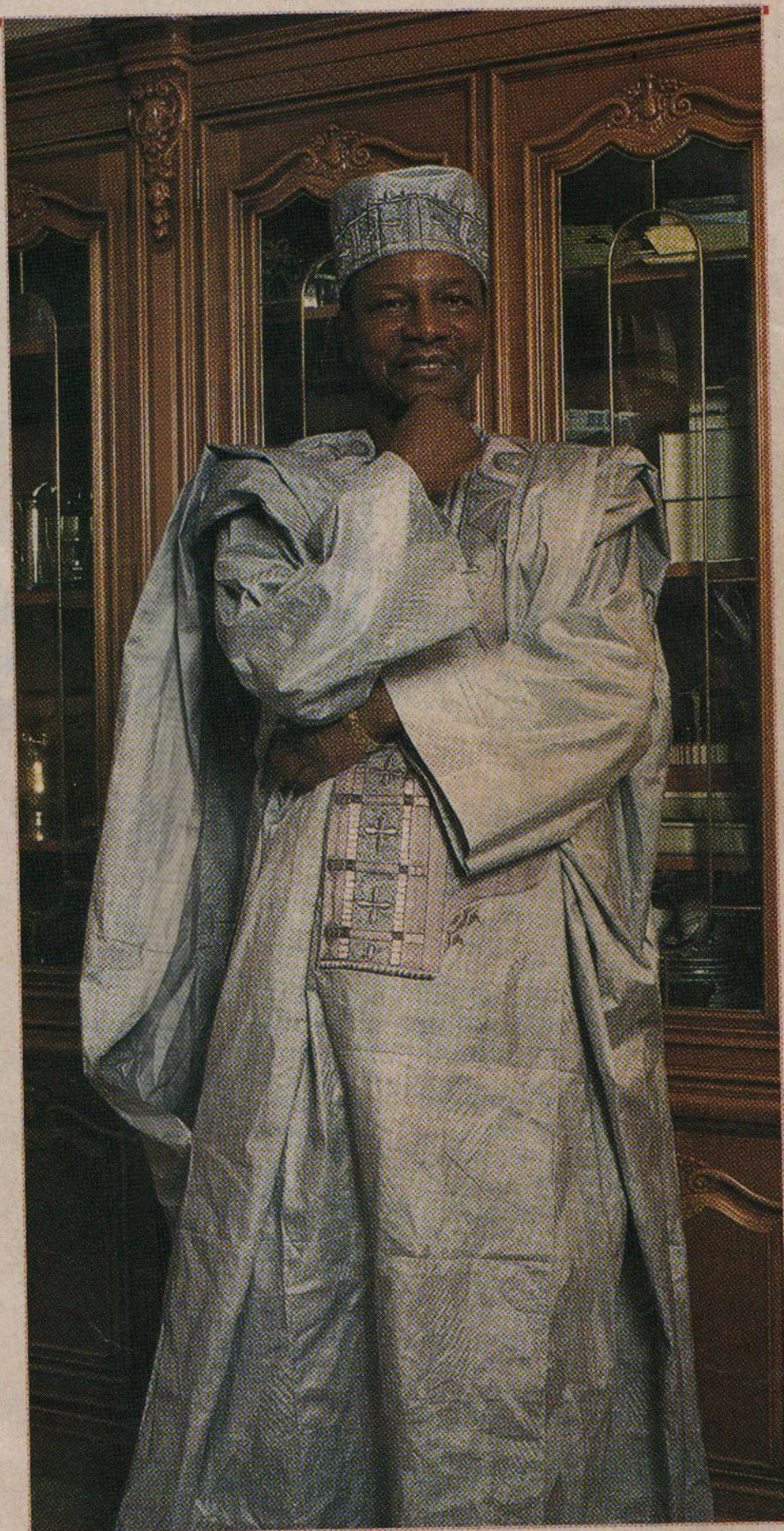
**Plus de 120.000 personnes,
peuhles à 90 %, ont perdu
leurs maisons et sont dans
les rues de Conakry**

■ **Faut-il établir un lien de causalité entre cette tension et les prochaines élections ?**

A.C: Lorsque Kaporo a été investi et cassé, le pouvoir et ses partisans misaient sur une révolte, des affrontements graves qui allait leur permettre de réaliser leur coup. L'opposition n'est pas tombée dans le panneau; nous avons calmé nos partisans. Ils ont continué la provocation en arrêtant Ba Mamadou, le porte-parole de la Codem, jouant encore une fois sur l'explosion. Les responsables de la Codem ont été assez lucides pour retenir nos militants pourtant décidés à se battre pour sa libération. Ces éléments extrémistes sous-sous posent un problème grave à notre pays, parce que ce n'est pas leur petite milice de garde prétorienne qui pourrait nous contenir dans un conflit; d'autres groupes militaires aussi vont entrer dans la danse et le pays va se retrouver dans une situation incontrôlable, dans une guerre civile et ethnique.

■ **Derrière les événements de Kaporo, certains ont vu un acte de discrimination envers les Peuhls ?**

A.C: Ce qui est évident, c'est que 90% des maisons détruites appartenaient à des Peuhls. On a l'impression que les dirigeants veulent vraiment une guerre civile ethnique. Souve-



nez-vous: en 1985, après l'affaire Diarra Traoré (l'ancien Premier ministre arrêté et exécuté pour complot, ndlr), des pillards ont détruit les biens des malinkés (ethnie du colonel Diarra Traoré). Et le président, au lieu d'exprimer sa compassion aux victimes, a lancé à la foule de ses supporters son fameux «*Wo fatara!*» (*vous avez bien fait!*). Une confrontation militaire s'est transformée en chasse aux sorcières contre les Malinkés. Et puis il y a eu des propos graves, proférés par des proches du pouvoir : «*On va tous vous tuer, vous les Malinkés; le jour où on aura encore besoin de Malinkés, il faudra aller les chercher au Mali*»... Après la mutinerie du 2 février 1996 qui a entraîné la destruction du palais, l'arrestation de Lansana Conté, puis sa libération, le camp présidentiel s'est attaqué aux «forestiers» qualifiés de «lâches» et d'«ingrats» aux motifs que le général Conté leur a tout donné, mais qu'ils l'ont trahi en ne le défendant pas. C'est ainsi que beaucoup de «forestiers» ont été arrêtés, chassés de la garde présidentielle. En 1985, les Malinkés, en 1996, les forestiers et maintenant Kaporo et les Peuhls. Les extrémistes sous-sous veulent créer un pouvoir à eux. Mais le pays ne peut jamais être celui d'une seule ethnie; le pouvoir de Lansana Conté n'est pas un pouvoir sous-sou, c'est celui de son clan, puisque l'écrasante majorité des Sousous sont dans une condition sociale extrêmement dures, c'est un petit groupe d'extrémistes qui veulent créer une tension avec les autres ethnies, susciter un réflexe ethnique pour défendre leurs propres intérêts. Ce sont des apprentis sorciers, des aveugles.

■ Alpha Condé aussi a été accusé d'exploiter le particularisme malinké ?

A.C.: C'est mal connaître l'histoire du RPG. C'est le seul parti organisé dans la clandestinité et qui s'est développé à partir des minorités nationales de la forêt, chez les Kono et Guerzé, et chez les Baga en Basse Guinée. Je me bats pour l'unité africaine, comme hier à la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (Féanf), quand nous luttions pour l'indépendance nationale et l'unité du continent. Je ne peux pas me battre pour l'unité africaine et oeuvrer en même temps pour la division dans mon pays. En 1958, seule la Guinée a dit «non» à plus de 90 % au référendum du général De Gaulle; malgré la diversité ethnique, le pays formait un bloc. Et

pourquoi l'unité de la nation a-t-elle été détruite ? C'est le gouvernement de Lansana Conté qui a mené une politique d'exclusion envers les autres ethnies, lorsqu'ils ont diabolisé les malinkés en 1985, qui se sont sentis orphelins, exclus de la communauté nationale. C'est le pouvoir de Lansana Conté qui sème la division, et qui a créé le particularisme malinké. Notre parti est arrivé le premier, les gens décidés au changement, parmi lesquels des Malinkés, y ont adhéré massive-



Je me bats pour l'unité nationale

ment. En 1985, les Malinkés ont été brimés, malmenés, leurs boutiques pillées, leurs maisons détruites jusqu'aux carreaux, les gens se sentaient ethniquement agressés.

■ Votre absence du pays alimente des rumeurs contradictoires; tantôt vous êtes soupçonné de vouloir débarquer militairement, tantôt de vouloir impliquer la communauté internationale dans le prochain scrutin.

A.C.: Chaque fois que je sors de Guinée, ou que j'y rentre, cela cause des problèmes à certains. Lorsque je quitte le pays, il paraît que c'est pour un exil définitif; quand j'y séjourne, on me soupçonne d'être couvert de dettes à l'extérieur. En mai 1991, des compagnies aériennes ont refusé de me prendre à bord parce que le gouvernement avait menacé de détruire l'avion qui allait m'embarquer. L'imam de Boulbinet, feu Aye Fodé, avait même juré que le jour où je reviendrai en Guinée, il allait remplir son chéchia de vin rouge et le boire... A mon dernier retour, j'ai été l'objet d'une attaque à l'aéroport, sans

compter des attentats dirigés contre moi à l'intérieur du pays. Pourtant, je ne me bats que pour des élections transparentes, c'est là notre intérêt. Il existe une répartition des tâches au sein de la Codem. Pendant que le porte-parole dirige les actions sur le terrain, il faut bien que d'autres informent l'opinion internationale que la Guinée est menacée d'une situation à la rwandaise. Radio-Guinée est devenue une «radio des mille collines» aux mains des extrémistes sous-sous. Il faut mettre les gens en garde, avant qu'il ne soit trop tard. Un conflit ethnique serait désastreux puisque les mêmes ethnies de Guinée se trouvent dans tous nos pays limitrophes. Cela peut être pire qu'au Rwanda. Ce sont les mêmes hommes qui préparent un coup d'Etat (Sama Panival, Kassory Fofana et Abou Somparé) qui crient encore au loup pour masquer leurs desseins. Moi, je ne suis pas militaire, mais je dis qu'il faut être un piètre politicien pour croire qu'un officier va faire un putsch pour remettre ensuite le pouvoir à un civil.

■ Il a même été question d'une implication à vos côtés de la France, du Burkina, du Congo Brazzaville et de l'Angola ...

A.C.: En 1991, la rumeur disait qu'il y avait un bateau de guerre français au large pour m'appuyer, que ma garde était burkinabé, que j'étais

aidé par Eduardo Dos Santos, après Félix Houphouët-Boigny. La Guinée est un pays où le gouvernement est habitué au fantasme. Si je prends le cas du Burkina Faso, en quoi peut-il m'être utile dans une attaque? Il n'est pas frontalier de la Guinée que je sache. Je me bats pour la démocratie et le changement par les urnes.

■ La récente «apparition» de l'ancien commandant Gbagbo Zoumanigui, officiellement en fuite, alimente la tension. Dites-nous: vos chemins se sont-ils croisés ?

A.C.: Je ne sais pas où se trouve Gbagbo Zoumanigui et je n'ai pas de ses nouvelles. C'est un des mythes que le gouvernement tisse autour de lui, croyant que l'ex-commandant va envahir la Guinée à partir de la région forestière. Ils ont leurs informations, moi j'ai les miennes.

■ Un haut responsable du pouvoir vous accuse d'être de mèche avec les mutins de février 1996 dont le procès se déroule en ce moment à Conakry ?

A.C.: Dès qu'il s'est tiré d'affaire, le président

Lansana Conté a voulu m'impliquer à tout prix dans ces événements. Il a demandé à l'un des militaires arrêtés, le lieutenant Kébé, de me désigner comme l'instigateur du coup. Et c'est suite à l'intervention de la maman de ce dernier, qui l'a menacé de le maudire s'il commettait un parjure, que le jeune officier a refusé de témoigner dans ce sens. Lorsque le président Lansana Conté a lu le procès-verbal de Kébé, il lui a demandé pourquoi il a refusé de m'accuser; Kébé a répondu : «*Alpha Condé n'a rien à voir là-dedans*». Il a donc été malmené en prison, alors que c'est lui qui a sauvé le président lors du coup. Après le 2 février, le bruit courait que c'est moi qui avais financé les militaires et il était question de mon arrestation. Ceci m'a amené à dire publiquement au siège de mon parti que je ne sortirais pas de Conakry et qu'en cas d'affrontement, j'étais prêt et nos militants mobilisés. La coordination de l'opposition a alors clairement fait savoir à Lansana Conté que ses membres étaient prêts à croiser le fer. Même s'il y a une éclipse du soleil demain à Conakry, certains esprits me tiendront pour responsable... Pourtant des militaires ont bien affirmé à la barre avoir été torturés pour nous impliquer. Même lors du procès des bandits, le ministre de l'Intérieur, René Alseny Gomez, m'a accusé d'entretenir des gangs, le procès a montré le contraire: c'est le pouvoir qui armait des bandits. La preuve, quarante d'entre eux ont été massacrés dans leur cellule pour les empêcher de témoigner ! La version officielle a conclu à une bagarre entre détenus enfermés dans une même cellule: quarante personnes tuées !

■ **Quelle issue voyez-vous à ce procès ?**
A.C. Ce procès est une grave erreur; c'est toute l'armée qui était derrière la mutinerie. Ou vous jugez tous les militaires ou vous ne jugez personne. Rendez-vous compte qu'ils ont arrêté tous les chefs d'état-major de l'armée: le colonel Oumar Soumah, le colonel Kaba, les chefs de la marine, de l'aviation, le chef de la garde présidentielle Lansana Camara... Si tous les collaborateurs directs du président, en majorité issus de son ethnie, étaient dans ce coup, comment pouvait-il échouer ? Cela ne facilite guère l'unité nationale.

■ **Certains députés souhaitent votre radia-**

tion pour absentéisme parlementaire...

A.C. Vous savez, le rêve des extrémistes sous-sous et des dirigeants du Parti de l'unité et du progrès (PUP, au pouvoir) c'est d'éliminer le RPG de la scène politique. Avant de partir pour raison médicale, j'avais informé le président de l'Assemblée. Quand je suis revenu pour un contrôle, je l'ai de nouveau signalé. Qu'ils disent ce qu'il veulent, moi je reste dans la légalité; c'est le régime qui vit dans l'illégalité totale, puisque le président Lansana Conté à la haute main sur l'exécutif, le législatif et le pouvoir judiciaire.

■ **La nouvelle loi sur la double nationalité interdit la candidature de certains leaders de l'opposition...**

Ma solidarité est totale avec Ba Mamadou. Je sais que si j'étais arrêté, il se battrait avec la dernière énergie pour me faire libérer

A.C. Pendant la première république, pour des raisons politiques beaucoup de Guinéens sont allés vivre à l'extérieur. Ils ont bien été obligés de vivre sous d'autres nationalités. A la Banque africaine de développement par exemple, tous les Guinéens sont entrés en tant que Sénégalais, Sierra-léonais ou Maliens. On veut nous empêcher de participer au scrutin, mais la loi-même qui nous l'interdit est illégale car elle n'a pas été votée aux deux tiers des membres de l'Assemblée, quorum exigé pour toute loi organique. Ils veulent tout simplement casser le tissu national; ce n'est pas étonnant pour un président qui, lors des législatives, au stade du 28 septembre, traitait ses adversaires de «*cancer-lats*» et de «*poux*». Quand ce n'est pas l'exclusion des ethnies, c'est celle de la diaspora. Plus de 3 millions de nos compatriotes vivent à l'extérieur, soit le tiers de la population guinéenne. Au début, le pouvoir a appelé quelques cadres de la diaspora au gouvernement pour faire bonne figure – avant de les marginaliser. Ce gouvernement pratique systématiquement la politique d'exclusion et d'anathèmes, il a peur des cadres valables et

s'acharne à diaboliser ceux qui ne veulent pas se soumettre ou réclament un changement démocratique en Guinée.

■ **Dans quel état se trouve aujourd'hui la Codem ?**

A.C. L'objectif du gouvernement est de casser la Codem, d'exclure l'UNR et RPG du jeu politique. Malgré les rumeurs, le mouvement fonctionne, prend des positions unitaires et se lance dans la bataille pour des élections transparentes en Guinée. Ce n'est pas simple parce que nous regroupons plusieurs leaders et plusieurs partis, il y a toujours le choc des ambitions et des intérêts contraires. Mais pour l'instant il n'y a pas de raison de mettre en cause l'unité de la Codem. Malgré les aléas; en situation de crise, les gens ne réagissent pas toujours de la même manière.

■ **Vous êtes à priori satisfait ?**

A.C. Evidemment non! Ba Mamadou est en prison au moment où je parle et on peut imaginer que, sans aller jusqu'à la violence, la Codem soit plus offensive, fasse montre de fermeté, mène des actions de masse, même si nous avons appelé au calme pour ne pas tomber dans le piège tendu par nos adversaires qui

veulent un affrontement brutal.

■ **Il existe donc deux stratégies: celle de la Codem et celle de ses chefs....**

A.C. Evidemment, nous ne sommes pas pareils; moi, je sais que si j'étais arrêté, Ba Mamadou se battrait avec la dernière énergie pour me faire libérer, la réciproque est vraie. Le pouvoir doit savoir qu'on ne peut pas faire passer une aiguille entre Ba Mamadou et moi, notre solidarité est totale..

■ **Etes-vous favorable à une candidature unique de l'opposition ?**

A.C. Le débat est une question d'opportunité qui dépend de l'analyse de la situation sur le terrain; les militants de la Codem y sont favorables. Nous étions en plein débat lorsque sont intervenus les événements de Kaporo. La question est de savoir quelle est la stratégie la plus efficace pour faire partir Lansana Conté.

■ **Comment jugez-vous l'action du Premier ministre Sidya Touré ?**

A.C. C'est un ami personnel de longue date. Quand il est arrivé à la primature, je suis le seul leader qui s'est abstenu de commenter sa nomination, préférant le juger sur ses actes.

ser». Il est rentré dans un système dont la logique est "tout pour le pouvoir". Le président use comme il veut de l'argent du pays; habitué à une gestion rigoureuse, je ne vois pas bien comment Sidya Touré peut gérer cette situation. De toute façon, il a été mis rapidement à la touche. Démissionner ou pas, chacun est responsable de ses actes et a sa propre stratégie. Je ne rentre pas dans ce débat.

■ **Comment qualifiez-vous vos relations avec le président Lansana Conté ?**

A.C.: Je n'ai pas de contentieux personnel avec le pouvoir et ses acteurs; ce sont eux qui me considèrent comme l'ennemi public numéro un, l'homme à abattre. J'estime simplement que la politique de Conté est dangereuse; elle condamne les jeunes au chômage, les familles à la misère, dans un pays riche. La Guinée est le dernier pays de l'Afrique de l'Ouest. Il n'y a pas longtemps, il était le dernier du monde au classement du Pnud; il a fallu des protestations pour qu'on nous remette à l'avant-dernière place, après Haïti. Je comprends qu'ils se polarisent contre moi : dans une élection normale, je les battrais.

■ **Et si vous n'obtenez pas les règles du jeu souhaitées pour la prochaine élection ?**

A.C.: Il est trop tôt pour dire ce que nous allons faire. Nous nous battons pour obtenir des conditions d'élections transparentes, après on verra. Cela ne se passera pas comme en 1993. Nous allons barrer la route aux extrémistes qui veulent plonger le pays dans le chaos.

■ **C'est quoi être nationaliste pour vous aujourd'hui ?**

A.C.: D'abord vouloir que le «bien» du pays profite aux populations, que celle-ci tire bénéfice de son travail. C'est créer les conditions d'une véritable indépendance nationale et de développement économique. Avoir l'amour de son peuple et vouloir son bonheur. Mais le nationalisme dans le cadre d'un seul pays africain n'a pas de sens. Aucun pays n'a un espace économique suffisant pour assurer son indépendance. Nous prônons un nationalisme panafricain, un regroupement pour une économie viable, d'où la nécessité d'une intégration vers de grands marchés.

■ **Les premiers nationalistes africains n'ont pas eu la tâche facile...**

A.C.: Les choses ont beaucoup évolué depuis. Hier, quand un dictateur africain était en difficulté, les puissances extérieures intervenaient pour le maintenir au pouvoir. On ne parlait pas de démocratie, multipartisme, unité ou regroupement, etc. Aujourd'hui tout le monde est conscient de la nécessité de la démocratie, de la bonne gouvernance et des grands ensembles. On sait que le sort du Nord est lié à celui du Sud. Un îlot de prospérité ne peut pas survivre entouré d'un océan de malheur, l'océan déborde, les populations émigrent....

■ **Alpha l'ancien révolutionnaire cultive aujourd'hui des amitiés dans les milieux**

Ma solidarité est totale avec Ba Mamadou. Je sais que si j'étais arrêté, il se battrait avec la dernière énergie pour me faire libérer

d'affaires et des finances et compte parmi ses amis au moins un chef d'Etat... affirment vos adversaires

A.C.: La critique est toujours facile. Quand j'étais président de la Féanf et que nous nous battons pour l'unité et l'indépendance de l'Afrique, la démarche était mal vue; nous étions catalogués comme des agents de l'Urss ou de la Chine. Aujourd'hui, tout le monde nous donne raison sur la question des grands ensembles africains. Il ne faut pas confondre les rapports humains avec des relations politiques; on peut avoir des amis politiques qui ne sont pas des amis personnels et vice versa. Je compte des amis dans tous les bords politiques en Europe. Le président Omar Bongo me fait l'amitié de me considérer comme son petit frère, c'est une bonne chose pour mon pays. D'autres chefs d'Etat me comptent aussi parmi leurs amis. Dans le monde d'aujourd'hui, nul ne peut prétendre gouverner s'il n'a pas un minimum de relations, c'est indispensable pour aller de l'avant. Le drame pour la Guinée, c'est que le président Conté ne connaît per-

sonne, n'entretient ou ne cultive aucune relation. Comment voulez-vous attirer des investisseurs en se repliant sur soi?

■ **Les militants attendent votre retour et la déclaration de votre candidature...**

A.C.: Si la Codem désigne un candidat unique je le soutiendrai. A défaut, je serai candidat moi-même, mais que je rentre maintenant ou plus tard, cela ne regarde pas le parti au pouvoir qui fait les gorges chaudes de mon absence; c'est le problème de la Codem et du RPG. En mon absence, le parti fonctionne, les militants travaillent au siège, il y a un bureau politique qui dirige et me met parfois en minorité sur certains sujets. Alpha Condé ou pas, le RPG est un parti de masse. Sa vie dépend des hommes et

femmes à qui je rends un vibrant hommage, convaincus de l'impératif du changement.

■ **La guerre en Sierra Leone et au Liberia menace-t-elle le processus démocratique en Guinée?**

A.C.: Il faut prôner la paix et le dialogue sans exclusion des acteurs politiques; on ne peut rien résoudre sans débat. Charles Taylor a été élu après des années de guerre et de présence à Monrovia

de l'Ecomog, la force d'interposition de la Cedeao. Maintenant il faut libérer Foday Sankhon (leader sierra-léonais front révolutionnaire uni, RUF, en prison au Nigeria), et trouver un modus vivendi. Négocier avec le RUF. Avant, certains ne voulaient pas non plus négocier avec le National Patriotic Front of Liberia de Charles Taylor. Dans toutes les réunions, le président Lansana Conté disait que Charles Taylor est un bandit, qu'il faut le tuer, etc. Et pourtant il a bien fallu négocier avec lui pour résoudre le problème libérien, je préfère le dialogue à la voie des armes.

■ **Même pour rétablir le président sierra-léonais Ahmed Tejjan Kaba qui a été élu et renversé ?**

A.C.: Oui mais il n'était pas le seul dans ce cas. Le président nigérien Mahamane Ousmane a bien été élu avant d'être renversé par Ibrahim Baré Mainassara. Que je sache, la Cedeao n'est pas intervenue pour le rétablir. Il faut dialoguer d'abord, pour éviter des morts inutiles. ■